Affaire Mountaga Tall : Niankoro Yeah Samaké dénonce un enlèvement « extrajudiciaire » et appelle au respect de l'État de droit

MALI
1931
L'information est l'oxygène des temps modernes
MARDI 05 MAI 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Maïga

Affaire Mountaga Tall : Une arrestation aux contours troubles qui interroge l'État de droit



Le PM Abdoulaye Maïga : Ou l'épreuve du leadership dans la tempête



Attaques du 25 avril : La justice militaire ouvre une enquête et évoque des complicités internes

Sommaire

P.3



P.22



P.14



UNE /

Affaire Mountaga Tall : Une arrestation aux contours troubles qui interroge l'État de droit — P 03

BRÈVES /

Solidarité guinéenne : Une délégation de haut niveau reçue à Bamako après le décès du Général Sadio Camara — P 09

AES : Abdoul Diallo dénonce une stratégie de pression occidentale et appelle à la résistance souveraine — P 09

Tribune : Thirou Bah dénonce les faux analystes et les jugements à distance — P 10

ACTUALITÉ /

Éducation : Les syndicats suspendent leur mot d'ordre de grève — P 12

Attaques du 25 avril : La justice militaire ouvre une enquête et évoque des complicités internes — P 14

POLITIQUE /

Arrestation de Me Mountaga Tall : Le RAMLCDF dénonce une atteinte grave à l'État de droit — P 16

Journée mondiale de la liberté de la presse : La Maison de la Presse du Mali appelle à une responsabilité accrue des médias — P 18

Affaire Mountaga Tall : Niankoro Yeah Samaké dénonce un enlèvement « extrajudiciaire » et appelle au respect de l'État de droit — P 20

Le PM Abdoulaye Maïga : Ou l'épreuve du leadership dans la tempête — P 22

CULTURE & SOCIETÉ /

Londres : Un meurtre familial glaçant révèle une tragédie de jalousie et de déchéance — P 25

INTERNATIONAL /

Fête du Travail au Sénégal : Le leadership de Bassirou Diomaye Faye au service du dialogue social et des réformes — P 27

Pékin défie Washington : La Chine refuse de se plier aux sanctions sur le pétrole iranien — P 29

SPORT /

Real Madrid : José Mourinho dément tout contact et calme les rumeurs de retour — P 31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissoko

Affaire Mountaga Tall : Une arrestation aux contours troubles qui interroge l'État de droit



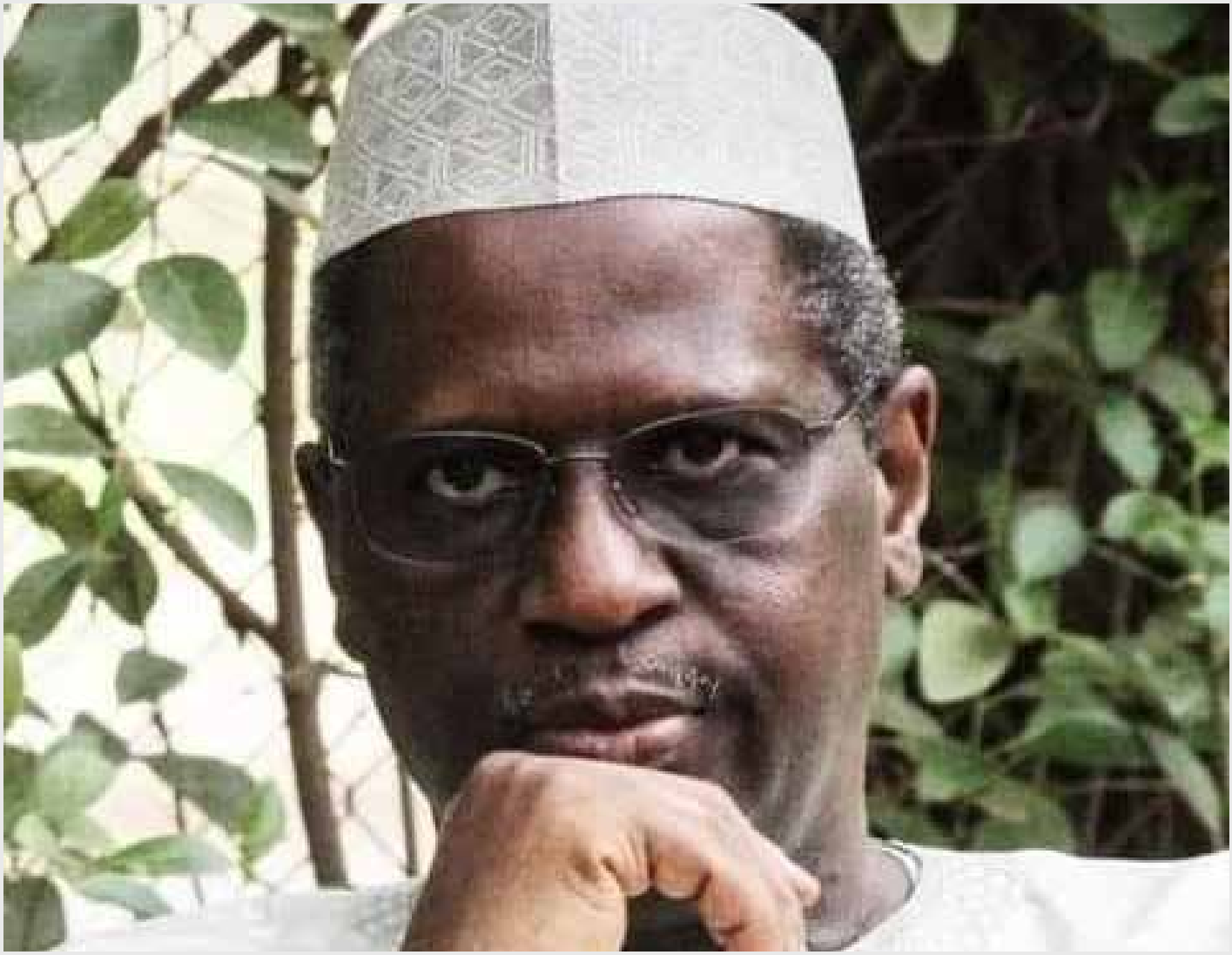
L'inquiétude grandit au Mali après l'enlèvement, dans des conditions jugées particulièrement préoccupantes, de Mountaga Tall. Dans un communiqué publié le 3 mai 2026 à Bamako, sa famille a alerté l'opinion nationale et internationale sur les circonstances « confuses et irrégulières » de cette interpellation survenue dans la nuit du samedi 2 mai.

Selon les informations communiquées, des individus armés et encagoulés, circulant à bord de véhicules non immatriculés, ont fait irruption au domicile de l'avocat. Lors de cette opération musclée, son épouse aurait été brutalisée et son téléphone confisqué. À ce jour, aucune autorité judiciaire ou administrative n'a confirmé officiellement la détention de Me Tall, ni précisé les motifs d'une éventuelle privation de liberté.

Cette absence totale de communication plonge la famille dans une angoisse profonde. Elle affirme ne disposer d'aucune information fiable concernant le lieu de détention, l'état de santé ou la situation juridique de l'intéressé. Une opacité qui laisse craindre une détention en dehors de tout cadre légal.

Face à cette situation, la famille indique avoir saisi le Bâtonnier de l'Ordre des avocats et engagé la constitution d'une équipe de défense composée de conseils nationaux et internationaux. Elle exige que toute la lumière soit faite sans délai, demande la localisation immédiate de Me Tall et réclame le respect strict de ses droits fondamentaux. Elle appelle également les autorités nationales ainsi que les organisations régionales et internationales à se saisir du dossier avec diligence.

Au-delà de l'émotion suscitée, cette affaire soulève



de sérieuses interrogations. Comment une personnalité du rang de Mountaga Tall, avocat de renom et figure publique, peut-elle être interpellée dans des conditions aussi opaques ? Dans un État de droit, toute procédure privative de liberté doit être encadrée par la loi, exécutée par des agents identifiables et suivie d'une communication claire. À défaut, c'est la crédibilité même des institutions qui se trouve fragilisée.

Mais au-delà du cas individuel, c'est le moment national qui interpelle. Le Mali traverse une période critique, marquée par des défis sécuritaires majeurs et une exigence accrue d'unité. Dans ce contexte, la priorité devrait être ailleurs : rassembler les fils et les filles du pays, favoriser le dialogue et consolider la cohésion nationale pour faire face aux menaces existentielles.

Les missions d'avocat de Me Tall, aussi importantes soient-elles, ne sauraient aujourd'hui constituer un enjeu prioritaire au regard de la situation globale du pays. L'urgence est à la stabilité, à la sécurité et à la mobilisation collective. Les autorités sont ainsi appelées à orienter leurs actions vers ces impératifs, dans le respect strict des principes de légalité et des droits humains.

L'affaire Mountaga Tall apparaît dès lors comme un test pour l'État malien : celui de sa capacité à concilier autorité et respect du droit, fermeté et transparence. Car c'est dans ces moments de tension que se mesure la solidité des institutions et la fidélité aux valeurs républicaines.

Moctar Sow

HORIZON

PLATEFORME POLITIQUE HORIZON
MESSAGE DE RÉCONFORT AU PEUPLE FRÈRE DU MALI

À Son Excellence Monsieur le Général de Brigade ASSIMI GOÏTA
Président du Conseil National de la Transition
Chef de l'État de la République du Mali

Au peuple frère du Mali,

C'est avec une profonde consternation que nous avons appris, par voie des médias, la situation tragique et macabre dont vous êtes injustement victimes.

Nous, Honorables, Hauts Cadres, Cadres, Membres et Sympathisants de la Plateforme Politique HORIZON de la République Démocratique du Congo, nous joignons à vous afin de vous témoigner notre compassion et de vous apporter notre réconfort dans cette douloureuse épreuve.

Consciente de la gravité de la situation que traverse le peuple malien en ces heures sombres de son histoire, la Plateforme Politique HORIZON tient à vous exprimer sa solidarité indéfectible et sa profonde compassion.

La résilience dont vous avez fait preuve jusqu'à ce jour demeure, pour nous peuples frères d'Afrique, une véritable source d'inspiration.
Que votre unité dans la diversité demeure cette lumière qui éclaire votre force intérieure et renforce la solidarité qui vous unit.

Face à cette épreuve douloureuse infligée par les terroristes et leurs alliés, gardez espoir. Ce moment de détresse, aussi difficile soit-il, ne saurait obscurcir l'avenir du Mali, qui sera, sans nul doute, encore plus radieux et prometteur.

Les ténèbres ne règneront pas toujours.

En ces instants tragiques, nos pensées les plus sincères vous accompagnent. À l'unisson, nos cœurs et nos esprits sont à vos côtés, mobilisés comme un seul homme contre ce fléau qu'est le terrorisme.

Paix aux âmes disparues
Que vive le peuple frère du Mali
Vive l'unité africaine
Que la paix et la concorde règnent dans nos pays

Pour la Plateforme Politique HORIZON

Son Excellence NGOY TSHISUAKA Dady
Coordonnateur National et International

Av. Entente n°15 Q/Singa-Mopepe
C/Lingwala Ville de Kinshasa
+243 821 031 031
+243 910 557 439

- Tahirou J. Bah

Quand je vois les nouveaux inquisiteurs des réseaux sociaux défendre la Transition en public, et les voir autour du thé parler de la même Transition idjigui debeh Karii awo keh si vous n'êtes pas contents contents quand même. JE SAIS TOUT HEIN

- Kabre Yamba



La proposition de Cheick Oumar Doumbia - COD pour une médiation égyptienne me paraît plausible, avec un cessez-le-feu durable et une résolution progressive du conflit malien, qui conditionne les autres crises sécuritaires au Burkina Faso et au Niger.

Une solution politique globale de l'épine malienne serait la clé de la résolution de ses manifestations locales nigériennes et burkinabè, même si, entre-temps, des questions d'intérêt local se sont présentées spécifiquement le long du conflit au Burkina Faso et au Niger, et qui pourraient compliquer et rendre tout règlement global hypothétique.

Il faut nécessairement isolé le cas malien de l'AES et le résoudre courageusement une bonne fois pour toutes et éviter le fourre-tout de la lutte contre le terrorisme au Sahel qui fait de l'extrapolation de la question indépendantiste de l'AZAWAD sur des terrains qui lui sont complètement étrangers.

Y@K

- Abdoulaye Niang

Un opérateur économique bien connu à offert des espaces cultivables aux familles des terroristes simplement pour se mettre à l'abri.

- Ministère de la Communication de l'Economie Numérique du Mali

Cérémonie de montée des couleurs

Le Ministre de la Communication, de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, Monsieur Alhamdou Ag ILYENE, a pris part ce matin, dans l'enceinte de la Cité administrative, à la traditionnelle cérémonie de montée des couleurs, aux côtés de ses homologues en charge de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, de la Santé et du Développement Social, en présence du Secrétaire Général du Gouvernement et du personnel administratif.

Ce rendez-vous républicain, symbole de patriotisme, de cohésion institutionnelle et d'attachement aux idéaux de la Nation, témoigne de l'engagement constant des autorités à promouvoir l'unité nationale et le respect des valeurs fondamentales de la République.

CCOM/MCENMA



- Aïche Baba KEITA officiel

LA THÉORIE DE LA CHAISE

Il y a eu un moment dans ma vie où quelqu'un m'a parlé de la théorie de la chaise… et depuis, quelque chose a changé. Je n'ai plus jamais regardé mes relations ni ma place en leur sein de la même manière.

L'idée est simple, mais puissante : Chaque personne a une table dans sa vie. Ceux qui te valorisent vraiment te tirent une chaise dès ton arrivée. Ils te font de la place. Ils te regardent. Ils s'ajustent sans que tu aies besoin de demander quoi que ce soit.

Ta présence est naturelle, bienvenue, évidente.

Mais il y a aussi les autres :Ceux qui te laissent debout. Ceux qui agissent comme si tu dérangeais.

Ceux qui te testent pour voir si tu « mérites » de t'asseoir. La vérité, parfois difficile à accepter ?

Si tu dois demander ta chaise encore et encore…

ce n'est pas un manque de ta part : c'est la mauvaise table. Quand tu dois insister, attendre ou te rétrécir pour trouver ta place…

ce n'est pas un problème qui vient de toi. Tu es simplement à la mauvaise table. Ne te bats pas pour des endroits où l'on te traite comme un simple ajout. N'insiste pas là où ta présence dérange. Va là où ta présence compte. Ta chaise existe. Il ne te reste plus qu'à t'asseoir à la bonne table.

Excellente semaine à tous.



- La Haute Autorité de la Communication - HAC Mali



ce n'est pas un problème qui vient de toi. Tu es simplement à la mauvaise table. Ne te bats pas pour des endroits où l'on te traite comme un simple ajout. N'insiste pas là où ta présence dérange. Va là où ta présence compte. Ta chaise existe. Il ne te reste plus qu'à t'asseoir à la bonne table.

Excellente semaine à tous.

- Miniankakai Sogoba

Moussa DJIRÉ a été interpellé hier soir à Bamako. Après moussa DIANE (militaire),c'est Moussa DJIRÉ (civil).Moussa+Moussa.

ème

Journée

Carrière et Formations Continues du COJEP

COLLECTIF DES JEUNES PHARMACIENS DU MALI

COJE.P

C/Media & Com COJEP

16 Mai 2026

Hôtel de l'amitié

Édition

Thème:

Le Pharmacien face aux défis du terrain: engagement, responsabilité et orientation

Infoline:
00 223 75 42 11 00

Parrain: Dr Malick Bane

Solidarité guinéenne : Une délégation de haut niveau reçue à Bamako après le décès du Général Sadio Camara



Dans un contexte de deuil national et de vive émotion, le Président de la Transition du Mali, Assimi Goïta, a reçu en audience une importante délégation guinéenne conduite par le ministre Secrétaire général de la présidence, le Général Amara Camara. Cette mission officielle, dépêchée par le Président Mamadi Doumbouya, était porteuse d'un message de condoléances suite au décès du Général d'Armée Sadio Camara, survenu le 25 avril à Kati lors des attaques terroristes qui ont profondément marqué le pays.

Au terme de l'audience, le ministre guinéen des Affaires étrangères, Morissanda Kouyaté, s'est exprimé au nom de la délégation. Il a tenu à rappeler la constance du soutien de la Guinée envers le Mali, soulignant que « le peuple de Guinée est toujours aux côtés du peuple malien », notamment dans les moments les plus difficiles de son histoire récente.

Le chef de la diplomatie guinéenne a également insisté sur l'importance de préserver et de renforcer les liens historiques et fraternels entre les deux nations, appelant à une solidarité africaine accrue face aux défis sécuritaires et politiques que traverse la région.

Touché par cette marque de compassion et de soutien, le Président Assimi Goïta a exprimé sa profonde gratitude à son homologue guinéen. Il a chargé la délégation de transmettre au Président Mamadi Doumbouya ses remerciements sincères ainsi que l'expression de sa reconnaissance fraternelle envers le peuple guinéen.

Cette visite témoigne une fois de plus de la solidité des relations entre Bamako et Conakry, fondées sur une histoire commune, une proximité politique et une volonté partagée de faire face ensemble aux défis de l'heure.

Arouna Sidibé

AES : Abdoul Diallo dénonce une stratégie de pression occidentale et appelle à la résistance souveraine



Dans une déclaration au ton ferme, Abdoulaye Diallo, dit Honorable Sénateur Abdoul Diallo, Président du RECOBAP Mali, a vivement dénoncé les campagnes de désinformation, les pressions médiatiques et les sanctions qu'il qualifie d'« illégales et illégitimes » visant les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Selon lui, ces actions poursuivent un double objectif. D'une part, elles viseraient à contraindre les États de l'AES à revenir sur leur décision de rupture avec l'Occident, notamment avec France, accusée d'exercer une influence néocoloniale. « Nous avons choisi la dignité contre l'humiliation, la liberté contre la tutelle », affirme-t-il, défendant une orientation politique assumée par les autorités sahéliennes.

D'autre part, Abdoul Diallo estime que cette pression internationale cherche à dissuader d'autres élites africaines d'emboîter le pas aux pays de l'AES. Il évoque une volonté d'intimidation destinée à freiner toute dynamique de libération politique et stratégique sur le continent.

Le président du RECOBAP Mali accuse par ailleurs les puissances occidentales de mobiliser leurs leviers économiques, diplomatiques et médiatiques pour affaiblir les États sahéliens et les contraindre à se soumettre à nouveau. Une stratégie qui, selon lui, serait vouée à l'échec.

« Un réveil révolutionnaire profond et irréversible est en cours », soutient-il, mettant en avant une prise de conscience des peuples quant à leur souveraineté, leurs ressources et leur histoire. Il estime que cette dynamique renforce l'unité des nations concernées et consolide leur détermination à construire un avenir indépendant.

Pour Abdoul Diallo, les pressions actuelles pourraient même accélérer la fin du système néocolonial, en renforçant la volonté collective des peuples de l'AES de s'affranchir durablement de toute influence extérieure.

Yacouba Ongoiba

Tribune : Thirou Bah dénonce les faux analystes et les jugements à distance

Dans une publication au ton incisif, Thirou Bah s'en prend à ce qu'il considère comme une dérive récurrente dans l'espace public : la prolifération d'analyses déconnectées des réalités du terrain. À travers une métaphore forte, il critique ceux qui, sans avoir jamais pris part aux luttes qu'ils commentent, s'érigent pourtant en experts.

« Ils se prennent pour des analystes d'une lutte qu'ils n'ont jamais menée », écrit-il, dénonçant des discours qu'il qualifie d'« alambiqués » et d'« abscons », reposant selon lui sur des raisonnements fallacieux. Pour Thirou Bah, certains commentaires relèvent davantage du sophisme que d'une véritable compréhension des enjeux, même lorsqu'ils se parent d'une apparence de rigueur intellectuelle.



L'auteur pousse plus loin sa critique en évoquant une image saisissante : celle « d'un nain assis sur l'épaule de géants ». Une manière d'illustrer, selon lui, l'illusion de grandeur et le faux héroïsme de certains intervenants qui, profitant du combat des autres, s'arrogent une légitimité qu'ils n'ont jamais acquise sur le terrain.

Dans cette même logique, Thirou Bah fustige une forme d'« inquisition » déguisée, où les critiques deviennent des procès à charge contre ceux qui agissent concrètement. Il pointe ainsi une tendance à juger sans engagement, à condamner sans expérience.

Au-delà de la critique, cette prise de position interroge plus largement le rôle de la parole publique et la responsabilité des commentateurs. « Il est facile de commenter une lutte que de la mener », conclut-il, rappelant que l'action et le sacrifice confèrent une légitimité que ne saurait remplacer le simple verbe.

Une tribune qui relance le débat sur la frontière entre analyse et engagement, dans un contexte où la parole publique pèse de plus en plus dans les dynamiques politiques et sociales.

Karamoko B Keita

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Éducation : Les syndicats suspendent leur mot d'ordre de grève



Les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 ont annoncé le retrait de leur préavis de grève de 72 heures, initialement déposé le 21 avril 2026. Cette décision, rendue publique à travers un communiqué officiel référencé n°2026-004 en date du 2 mai 2026, intervient dans un contexte national particulièrement marqué par l'insécurité et une vive émotion collective.

Selon les responsables syndicaux, cette suspension fait suite à une réunion extraordinaire tenue le même jour, au cours de laquelle la situation du pays a été examinée avec gravité. Le Mali traverse en effet une période de fortes tensions, consécutive notamment aux attaques terroristes du 25 avril 2026 qui ont profondément ébranlé la nation. Dans ce climat de crise, les syndicats ont estimé nécessaire de faire preuve de responsabilité et de sens patriotique, en privilégiant l'apaisement social.

Dans leur communiqué, les syndicats soulignent avoir été sensibles aux engagements pris par les autorités en réponse à leurs doléances. Bien que le contenu précis de ces engagements n'ait pas été détaillé, cette ouverture au dialogue semble avoir pesé dans la balance. Les représentants du monde enseignant indiquent ainsi vouloir accorder une chance aux discussions en cours, dans l'espoir d'aboutir à des solutions concrètes et durables.

Au-delà des considérations strictement corporatistes, les syndicats évoquent également une dimension humaine et émotionnelle dans leur décision. Ils se disent profondément affectés par la disparition tragique du Général d'armée Sadio Camara, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, tombé lors des récentes attaques. Qualifié de « proche du monde enseignant



», le défunt suscitait, selon eux, respect et considération au sein du corps éducatif. Cette perte a contribué à renforcer le sentiment de solidarité nationale et à inciter les syndicats à différer leur mouvement.

Les organisations signataires tiennent toutefois à préciser que ce retrait du préavis est intervenu « en toute souveraineté et sans pression ». Une manière de réaffirmer leur indépendance et leur liberté d'action, dans un contexte où les décisions syndicales peuvent parfois être sujettes à interprétation.

Cependant, cette accalmie pourrait n'être que temporaire. Les syndicats préviennent en effet que leur décision reste provisoire. Ils se réservent le droit de relancer leur préavis de grève dès la rentrée prochaine si leurs revendications ne trouvent pas de réponses satisfaisantes d'ici là. Cette mise en garde traduit une vigilance maintenue et une détermination intacte à défendre les intérêts des enseignants.

Ainsi, entre sens des responsabilités et fermeté revendicative, les syndicats de l'éducation optent pour une trêve stratégique. Une posture qui reflète les défis complexes auxquels fait face le Mali, où la nécessité de préserver l'unité nationale cohabite avec l'exigence de justice sociale.

Yacouba Ongoiba

Attaques du 25 avril : La justice militaire ouvre une enquête et évoque des complicités internes



Le Procureur de la République près le Tribunal militaire de Bamako a annoncé, dans un communiqué publié ce jour, l'ouverture officielle d'une enquête judiciaire à la suite des attaques terroristes coordonnées du 25 avril 2026. Ces assauts, qui ont visé plusieurs localités du pays ainsi que des sites stratégiques à Bamako et à Kati, continuent de susciter une vive inquiétude au sein de l'opinion nationale.

Selon les premières conclusions rendues publiques par le Parquet militaire, ces attaques ne relèveraient pas d'une simple action isolée. Elles auraient été planifiées et exécutées avec la participation de plusieurs individus issus des rangs des forces armées, y compris des militaires en activité, des radiés ainsi que des retraités. Une révélation lourde de conséquences qui met en lumière de possibles failles internes dans l'appareil sécuritaire.

Parmi les personnes identifiées figure Alassane Diallo, dit « Abedi », un militaire radié, décédé lors des combats contre le camp militaire de Kati. Le communiqué mentionne également l'implication présumée de plusieurs militaires en activité, dont le Sergent Diakaridia Sodio, l'Adjudant Moussa Diane et l'Adjudant-Chef Mamadou Keita. À ces noms s'ajoute celui de Soïba Diarra, présenté comme un militaire retraité.

Au-delà du cercle militaire, le Parquet évoque aussi l'implication de certaines personnalités politiques dans ce qu'il qualifie d'« entreprise de déstabilisation ». Parmi elles, le nom du Oumar Mariko est explicitement cité. Cette mention introduit une dimension politique sensible dans un dossier déjà complexe, et pourrait avoir des répercussions importantes sur la scène nationale.

Le Procureur précise que des interpellations ont d'ores et déjà été



effectuées « avec succès », sans toutefois en dévoiler le nombre ni l'identité des personnes concernées. Les opérations de recherche se poursuivent activement afin de mettre la main sur les autres auteurs, coauteurs et complices présumés. Les services de sécurité restent mobilisés dans le cadre de cette traque.

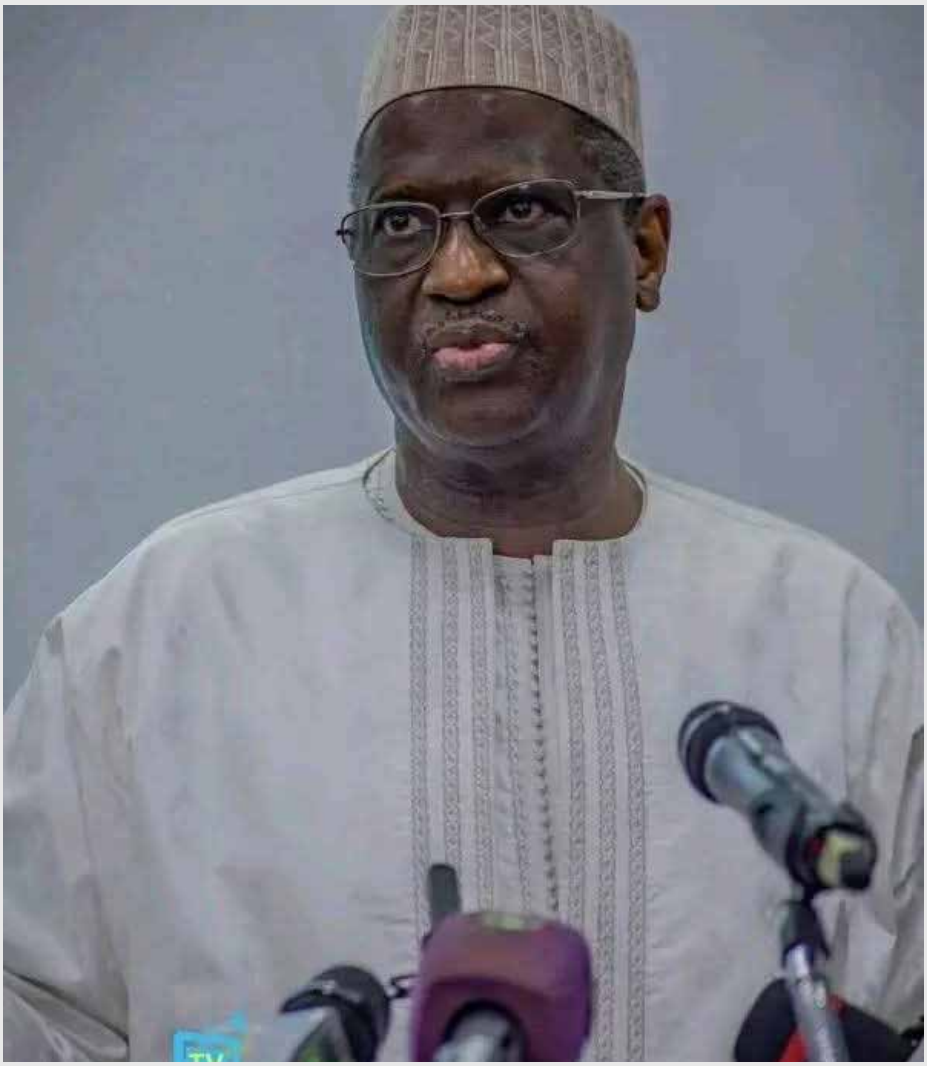
Dans son communiqué, le Parquet militaire a tenu à saluer le professionnalisme des unités d'enquête engagées dans ce dossier. Il réaffirme également son engagement à conduire les procédures dans le strict respect de la loi et des règles en vigueur, afin de garantir un traitement équitable et transparent de l'affaire.

Cette enquête judiciaire marque une étape importante dans la compréhension des événements du 25 avril, qui ont profondément ébranlé le pays. Elle ouvre également la voie à d'éventuelles poursuites contre les personnes impliquées, dans un contexte où la lutte contre le terrorisme demeure une priorité nationale.

Enfin, le Procureur de la République militaire assure que l'opinion publique sera régulièrement informée de l'évolution de la procédure. Une promesse de transparence qui vise à maintenir la confiance des citoyens dans les institutions judiciaires, à un moment où le Mali fait face à de multiples défis sécuritaires et politiques.

Karamoko B Keita

Arrestation de Me Mountaga Tall : Le RAMLCDF dénonce une atteinte grave à l'État de droit



Le Réseau des Associations Maliennes de Lutte contre la Corruption et la Délinquance Financière (RAMLCDF) a vivement réagi à l'arrestation de Mountaga Tall, intervenue le 2 mai 2026. Dans un communiqué publié ce jour, l'organisation de la société civile condamne avec fermeté les circonstances de cette interpellation, qu'elle qualifie d'irrégulière et contraire aux principes fondamentaux de l'État de droit.

Selon le RAMLCDF, Me Mountaga Tall aurait été arrêté par des agents de l'Agence Nationale de Sécurité d'État (ANSE), agissant « en dehors de tout cadre légal » et sans identification officielle. Une situation jugée préoccupante par l'organisation, qui y voit une dérive dangereuse en matière de respect des libertés individuelles. « De tels agissements constituent une violation grave des principes fondamentaux de l'État de droit », souligne le communiqué, pointant notamment l'atteinte au droit à la liberté et à la sécurité de la personne, ainsi qu'aux garanties d'un procès équitable.

Le RAMLCDF insiste sur le fait que toute arrestation doit impérativement s'inscrire dans le strict respect des procédures légales et être menée par des autorités dûment habilitées. En dénonçant ces pratiques, le réseau entend alerter sur les risques d'arbitraire et de banalisation des atteintes aux droits fondamentaux dans un contexte national déjà marqué par de fortes tensions sécuritaires et politiques.

Face à cette situation, l'organisation appelle les autorités judiciaires à réagir sans délai. Elle exige l'ouverture d'une enquête « diligente, indépendante et transparente » afin de faire toute la lumière sur les conditions de cette arrestation. L'objectif, selon le RAMLCDF, est d'identifier les auteurs de ces actes et de les traduire devant les juridictions compétentes, conformément aux exigences de la loi.

Par ailleurs, le réseau interpelle directement le Gouvernement de transition, l'invitant à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à ce qu'il considère comme des pratiques contraires aux droits fon-



damentaux. Le RAMLCDF rappelle que les libertés publiques au Mali sont le fruit de longues luttes, notamment celles de mars 1991, et qu'elles doivent être protégées avec la plus grande vigilance.

L'organisation se montre également préoccupée par le sort actuel de Me Mountaga Tall. Elle exige que toute la lumière soit faite sur son lieu de détention, son état de santé ainsi que les circonstances exactes de son arrestation. À cet égard, le RAMLCDF demande sa libération immédiate ou, à défaut, sa présentation sans délai devant une autorité judiciaire compétente, conformément aux règles de procédure en vigueur.

Cette prise de position s'inscrit dans un contexte où les questions de gouvernance, de respect des droits humains et d'indépendance de la justice occupent une place centrale dans le débat public malien. L'arrestation de cette figure bien connue du paysage politique et judiciaire ne manque pas de susciter des interrogations, voire des inquiétudes, au sein de l'opinion.

Le RAMLCDF réaffirme son engagement constant en faveur de la défense et de la promotion des droits humains au Mali. À travers cette déclaration, il entend rappeler que la lutte contre la corruption et la délinquance financière ne saurait se faire au détriment des principes fondamentaux qui fondent l'État de droit.

Yacouba Ongoiba

Journée mondiale de la liberté de la presse : La Maison de la Presse du Mali appelle à une responsabilité accrue des médias



À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, la Maison de la Presse du Mali a publié, ce 3 mai 2026 à Bamako, une déclaration forte marquée par le contexte national particulièrement éprouvant. Entre recueillement, engagement et appel à la responsabilité, l'organisation faîtière des médias maliens a livré un message empreint de gravité et de lucidité.

Dans un pays encore sous le choc des attaques terroristes du 25 avril 2026, la Maison de la Presse a choisi de donner à cette journée une dimension plus introspective. Elle s'est inclinée devant la mémoire des victimes et a exprimé sa solidarité aux familles endeuillées ainsi qu'à l'ensemble du peuple malien. Dans ce climat de deuil et de tension, elle estime que la commémoration doit être avant tout un moment de réflexion sur le rôle fondamental des médias dans la société.

Placée sous le thème international « Façonner un avenir en paix », cette édition 2026 interpelle directement les professionnels de l'information sur leur responsabilité dans la prévention des conflits et la consolidation du vivre-ensemble. La Maison de la Presse rappelle ainsi que les médias, en tant que pilier de la démocratie, ont un rôle déterminant dans la construction d'un climat apaisé.

Elle a rendu un hommage appuyé aux journalistes et professionnels des médias qui, malgré les risques et les conditions difficiles, poursuivent leur mission d'information avec courage et détermination. Dans un environnement marqué par l'insécurité et les pressions, leur engagement contribue à maintenir le lien social et à éclairer les citoyens.

La déclaration a également abordé des préoccupations majeures liées à la situation de certains acteurs des médias. La Maison de la Presse a notamment sollicité la clémence de la justice pour la libération de Youssouf Sissoko et a appelé au respect de la loi N°00-46 du 7 juillet 2000 portant ré-



gime de la presse au Mali dans les procédures judiciaires impliquant des journalistes. Elle a aussi insisté sur la nécessité de retrouver les confrères enlevés et de faire toute la lumière sur l'affaire Birama Touré, restée sans dénouement à ce jour.

Au cœur de son message, la Maison de la Presse a lancé un appel solennel aux professionnels des médias, articulé autour de plusieurs principes essentiels. Elle insiste d'abord sur la primauté de la vérité, appelant à une rigueur accrue dans la collecte et la vérification de l'information. Dans un contexte où les rumeurs et les fausses nouvelles prolifèrent, elle exhorte les journalistes à lutter activement contre la désinformation, afin de préserver le droit des citoyens à une information fiable.

Elle appelle également à promouvoir la paix, l'unité nationale et le vivre-ensemble, en privilégiant des contenus qui apaisent les tensions et favorisent le dialogue. Le respect des droits humains et de la dignité des personnes est également mis en avant, notamment dans le traitement des informations sensibles en période de crise.

Par ailleurs, la Maison de la Presse insiste sur la nécessité de maintenir une distinction claire entre information et opinion, tout en rejetant toute forme de sensationnalisme susceptible d'alimenter la peur ou la division. Elle appelle enfin à une vigilance accrue sur les plateformes numériques, où la rapidité de diffusion impose une responsabilité renforcée.

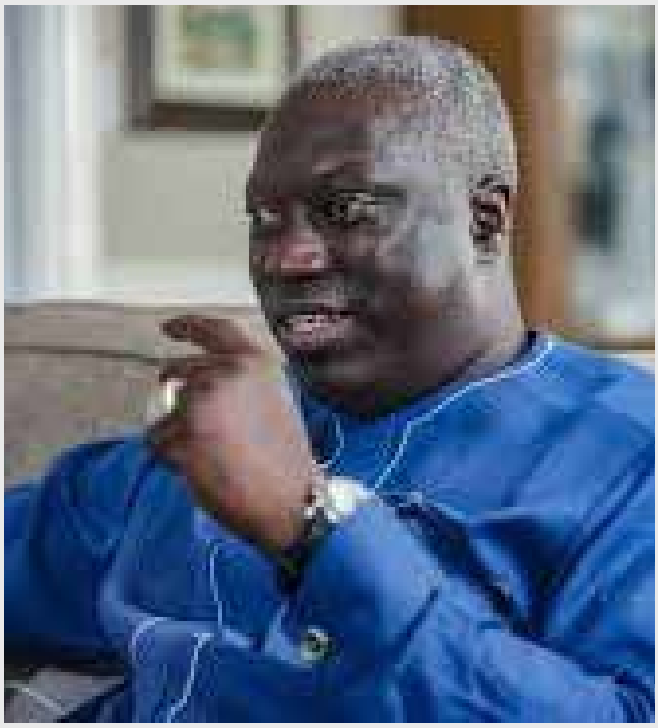
En conclusion, la Maison de la Presse du Mali réaffirme son engagement en faveur d'une presse libre, indépendante et professionnelle. Elle invite l'ensemble des acteurs des médias à s'unir autour des valeurs fondamentales de leur métier, afin de contribuer à bâtir un avenir de paix pour le Mali.

Signée par son président, Bandiougou Dante, cette déclaration se veut un rappel fort : en période de crise, les médias peuvent être soit un facteur de stabilité, soit un vecteur de division. Le choix appartient désormais aux professionnels de l'information.

Yacouba Ongoiba

Affaire Mountaga Tall : Niankoro Yeah Samaké dénonce un enlèvement « extrajudiciaire » et appelle au respect de l'État de droit





La controverse autour de l'arrestation de Mountaga Tall continue de susciter de vives réactions. Dans un communiqué daté du 4 mai 2026, Niankoro Yeah Samaké, ancien ambassadeur du Mali et fondateur de l'organisation Advancing Democracy in Africa (ADA), a exprimé son « soutien total » à l'avocat malien et à sa famille, tout en dénonçant avec fermeté les conditions de son interpellation.

Dans sa déclaration, Niankoro Yeah Samaké évoque des faits « profondément préoccupants », décrivant une intervention nocturne menée par des individus armés et encagoulés, sans identification ni base légale clairement établie. Une situation qu'il qualifie d'« extrême gravité », pointant notamment l'absence de communication officielle sur le lieu de détention, l'état de santé et les motifs d'une éventuelle privation de liberté.

Pour l'ancien maire de Ouélessébougou, ces éléments constituent « une atteinte manifeste aux droits fondamentaux » et une violation des principes élémentaires de l'État de droit. Il condamne « avec la plus grande fermeté » toute forme d'enlèvement extrajudiciaire, estimant que de telles pratiques portent un grave discrédit aux institutions publiques.

Au-delà du cas individuel, Niankoro Yeah Samaké met en garde contre les conséquences plus larges de telles dérives. Selon lui, ces méthodes opaques fragilisent la confiance entre les citoyens et l'État, affaiblissent l'autorité morale des pouvoirs publics et risquent d'entacher l'image du Mali sur la scène nationale et internationale.

« Dans un État de droit, nul ne peut être privé de sa liberté en dehors des procédures prévues par la loi », rappelle-t-il avec insistance. Il souligne que toute interpellation



doit être encadrée, transparente et conforme aux garanties judiciaires, rejetant toute substitution de la justice par des pratiques illégales.

Face à cette situation, Niankoro Yeah Samaké formule plusieurs exigences claires à l'endroit des autorités compétentes. Il appelle à faire toute la lumière sur les circonstances de cet enlèvement, à garantir la localisation immédiate de Me Mountaga Tall et à assurer le respect de ses droits fondamentaux, notamment son accès à ses avocats et à sa famille. Il demande également la cessation de toute pratique assimilable à des enlèvements extrajudiciaires.

Cette prise de position intervient dans un contexte national marqué par de fortes tensions politiques et sécuritaires, où les questions liées au respect des libertés publiques occupent une place croissante dans le débat public.

L'ancien diplomate insiste sur l'importance de préserver les fondements de l'État de droit. Selon lui, la stabilité, la paix et la crédibilité des institutions reposent avant tout sur le respect strict de la loi et des droits humains. Un rappel qui résonne comme un appel à la responsabilité collective, à un moment crucial pour l'avenir démocratique du Mali.

Karamoko B Keita

Le PM Abdoulaye Maïga : Ou l'épreuve du leadership dans la tempête



Il est des moments où l'histoire d'une nation bascule, où le fracas des armes et la brutalité des événements mettent à nu la solidité des institutions et la trempe de ses dirigeants. Le samedi 25 avril 2026 restera gravé dans la mémoire collective malienne comme l'un de ces jours sombres. Une attaque d'une rare gravité, coordonnée et meurtrière, a frappé le cœur du pays, emportant avec elle une figure centrale de l'État : le Général d'Armée Sadio Camara, ministre de la Défense, homme d'engagement, et symbole d'un espoir partagé.

Dans ce contexte de sidération nationale, où la douleur se mêlait à la confusion, un homme s'est imposé par la constance de son action et la clarté de sa posture : le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga. Loin des hésitations que suscitent souvent les crises majeures, il a choisi la voie de l'engagement immédiat. Interrompant sans délai sa mission à l'étranger, il regagne Bamako pour faire face, sans détour, à ce qui s'apparentait à une tentative de déstabilisation profonde de l'État.

Mais au-delà du geste, c'est la méthode qui interpelle. Là où d'autres auraient pu se réfugier dans le silence ou la prudence excessive, Abdoulaye Maïga a opté pour la proximité. Proximité avec les blessés, qu'il est allé visiter, incarnant une compassion active. Proximité avec la famille du défunt, auprès de laquelle il s'est rendu, laissant transparaître une douleur sincère, celle d'un homme ayant perdu un frère d'armes et un ami de longue date. Ce double registre, à la fois humain et institutionnel, a contribué à restaurer une forme de confiance dans un moment où tout vacillait.

Son point de presse, très attendu, n'a pas seulement été un exercice de communication. Il a été un acte politique fort. En posant des mots sur la tragédie, en désignant les responsabilités, en appelant à la résilience nationale, le Premier ministre a su redonner un cap. Il a parlé à l'armée, qu'il a encouragée et mobilisée. Il a parlé au peuple, qu'il a rassuré sans le bercer d'illusions. Il a, surtout, rap-



pelé que la République, malgré les coups, reste debout.

L'un des moments les plus marquants de cette séquence demeure sans doute son oraison funèbre lors des obsèques nationales du Général Sadio Camara. Dans un discours d'une intensité rare, Abdoulaye Maïga a su dépasser l'hommage classique pour inscrire le sacrifice du défunt dans une continuité historique et politique. Il n'a pas seulement pleuré l'homme ; il a promis de poursuivre son combat. Cette promesse, solennelle, résonne aujourd'hui comme un engagement devant la nation.

Fait notable, cette présence constante, cette hyperactivité assumée du Premier ministre, ont contribué à atténuer les interrogations liées à l'absence temporaire du Président de la Transition. Une absence qui, à bien des égards, relevait d'une stratégie de gestion de crise, mais qui aurait pu nourrir le doute. En occupant le terrain, en incarnant l'État dans l'épreuve, Abdoulaye Maïga a évité que le vide ne s'installe.

Il ne s'agit pas ici de dresser un panégyrique, mais de constater une réalité : dans l'adversité, le leadership se révèle. Et dans cette séquence tragique, le Premier ministre a démontré qu'au-delà des fonctions, il existe une responsabilité morale et politique qui consiste à tenir, à agir et à rassurer. Le Mali, meurtri mais debout, a trouvé en lui, l'espace d'un moment critique, un point d'ancrage. Et parfois, dans la tempête, cela suffit à sauver l'essentiel : la République.

Moctar Sow



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Londres : Un meurtre familial glaçant révèle une tragédie de jalousie et de déchéance



C'est un drame d'une rare violence qui a secoué la capitale britannique. À Londres, Nancy Pexton a été reconnue coupable du meurtre de sa propre sœur, Jennifer Abbott Dauward, une réalisatrice respectée. Le verdict a été rendu le 29 avril par la cour criminelle de Old Bailey, mettant fin à un procès qui a profondément marqué l'opinion.

Les faits remontent au 10 juin de l'année dernière. Ce jour-là, Nancy Pexton s'est rendue au domicile de sa sœur dans le quartier huppé de Camden, munie d'un repas acheté dans une chaîne de restauration rapide, comme pour dissimuler ses véritables intentions. Une heure plus tard, Jennifer Abbott Dauward, âgée de 69 ans, était retrouvée morte dans des circonstances particulièrement atroces : poignardée, la gorge tranchée, puis ligotée et abandonnée sous un drap.

Selon les éléments présentés au procès, le mobile du crime serait lié à une jalousie profonde. Jennifer, réalisatrice de documentaires reconnue, menait une vie aisée, tandis que sa sœur Nancy, plus jeune de quelques mois, vivait dans la précarité, sans domicile fixe. Avant sa mort, la victime avait d'ailleurs exprimé ses craintes à son entourage, évoquant une jalousie persistante et des menaces explicites.

L'horreur de ce crime a été aggravée par les actes commis après le meurtre. Nancy Pexton a en effet dérobé la montre Rolex en or et diamants que portait sa sœur, un objet symbolique de sa réussite. Lors de son arrestation, elle a tenté de justifier sa possession en affirmant que sa sœur lui aurait demandé de la conserver.

Au fil de l'enquête, l'accusée a multiplié les versions pour échapper à la justice, évoquant tour à tour l'implication d'un tiers, un accident ou encore une perte de mémoire. Mais les preuves scientifiques, notamment les traces de sang, ainsi que les témoignages, ont permis de démontrer sa culpabilité.

Ce drame familial met en lumière les ravages que peuvent engendrer la jalousie et les fractures sociales, même au sein d'une même famille. En attendant l'énoncé de sa peine, Nancy Pexton reste détenue. Une affaire qui laisse une communauté sous le choc et interroge sur les dérives humaines les plus tragiques.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber; pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Fête du Travail au Sénégal : Le leadership de Bassirou Diomaye Faye au service du dialogue social et des réformes



À l'occasion de la Fête internationale du Travail, le Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, a présidé, ce jour au Palais de la République, la cérémonie officielle de remise des cahiers de doléances des organisations syndicales. Une rencontre hautement symbolique qui a permis au Chef de l'État de réaffirmer sa vision d'un dialogue social apaisé et orienté vers des résultats concrets.

Face aux partenaires sociaux, le Président Faye a dressé un bilan jugé encourageant de la première année de mise en œuvre du Pacte national de stabilité sociale. Plusieurs avancées majeures ont été mises en avant, notamment l'adoption en Conseil des ministres des projets de Code du Travail et de Code de la Sécurité sociale, marquant une volonté claire de moderniser le cadre juridique du travail au Sénégal.

Le Chef de l'État a également salué la généralisation de l'indemnité représentative de logement dans la Fonction publique, la revalorisation des salaires dans des secteurs longtemps marginalisés comme les professions agricoles et les travailleurs domestiques, ainsi que les recrutements significatifs opérés dans l'éducation, la santé et l'enseignement supérieur. À cela s'ajoute l'extension progressive de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle, un chantier stratégique pour un pays où ce secteur occupe une place importante.

Au-delà des mesures, c'est la méthode qui retient l'attention. Le Président Diomaye Faye a insisté sur l'importance du respect de la trêve sociale, librement consentie pour une durée de trois ans, comme socle d'un climat social stable. Il s'est par ailleurs félicité de l'accord conclu le 16 avril dans le secteur de l'éducation et de la formation, illustrant, selon lui, l'efficacité d'un dialogue social mené avec rigueur et responsabilité.

Fixant les priorités pour l'année 2026, le Chef de l'État a donné des orientations claires au Gouvernement, articulées autour de



six axes majeurs : la finalisation des réformes structurantes, le renforcement de la protection sociale, l'amélioration du pouvoir d'achat, la promotion de l'emploi et de l'employabilité, la consolidation du dialogue social et le renforcement des capacités de l'Administration du Travail.

Par cette approche structurée et inclusive, Bassirou Diomaye Faye s'impose comme un artisan du compromis et de la stabilité. Son leadership, fondé sur l'écoute, la concertation et la volonté de réforme, semble inscrire le Sénégal dans une dynamique de transformation progressive mais maîtrisée.

En conclusion de son intervention, le Président a rappelé que « la transformation profonde du Sénégal ne se fera ni sans un dialogue social sincère et constructif, ni sans un travail décent et productif pour tous, ni sans une justice sociale effective ». Un message fort qui résume l'ambition d'un mandat placé sous le signe de l'équité et du progrès partagé.

Arouna Sidibé

Pékin défie Washington : La Chine refuse de se plier aux sanctions sur le pétrole iranien



La tension commerciale et géopolitique entre Chine et les États-Unis franchit un nouveau cap. Pékin a clairement affiché son refus de se conformer aux sanctions imposées par l'administration de Donald Trump visant des entreprises chinoises accusées d'acheter du pétrole iranien.

Dans une déclaration officielle publiée samedi, le ministère chinois du Commerce a indiqué que ces sanctions américaines « ne doivent être ni reconnues, ni mises en œuvre, ni respectées ». Une prise de position ferme qui illustre la volonté de la Chine de préserver ses intérêts énergétiques et son autonomie stratégique face aux pressions de Washington.

Depuis plusieurs mois, les États-Unis ont intensifié leurs mesures contre l'Iran, dans le but de réduire ses revenus pétroliers, principale source de financement du pays. Dans cette optique, Washington cible notamment les raffineries chinoises qui profitent de brut iranien vendu à prix réduit. Cinq entreprises chinoises sont ainsi dans le viseur des autorités américaines.

Parmi elles figurent trois sociétés basées dans la province du Shandong : Shandong Jincheng Petrochemical Group, Shandong Shouguang Luqing Petrochemical et Shandong Shengxing Chemical. Ces entreprises, à l'instar d'autres acteurs du secteur, jouent un rôle clé dans l'approvisionnement énergétique chinois.

Face à ces sanctions, Pékin invoque le droit international. Le ministère du Commerce estime que les mesures américaines « restreignent indûment les activités économiques et commerciales normales des entreprises chinoises avec des pays tiers » et qu'elles « violent les normes fondamentales régissant les relations internationales ». La Chine rappelle également son opposition constante aux sanctions unilatérales qui ne reposent pas sur une autorisation des Nations unies.

Cette posture s'inscrit dans une stratégie plus large visant à sécuriser les approvisionnements énergétiques du pays. Fortement dépendante des importations d'hydrocarbures, notamment en provenance du Moyen-Orient, la Chine considère l'Iran comme un partenaire clé. Le pétrole iranien, souvent proposé à des tarifs compétitifs en raison des sanctions occidentales, représente une opportunité économique importante pour les raffineries chinoises.

Au-delà de l'enjeu énergétique, cette confrontation illustre les rivalités croissantes entre Pékin et Washington sur la scène internationale. En refusant de céder aux pressions américaines, la Chine envoie un signal clair : elle entend défendre ses intérêts économiques et affirmer sa souveraineté dans un ordre mondial de plus en plus fragmenté.

Ce nouvel épisode pourrait accentuer les tensions entre les deux puissances, déjà engagées dans une compétition stratégique sur plusieurs fronts, du commerce à la géopolitique.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Real Madrid : José Mourinho dément tout contact et calme les rumeurs de retour



Alors que les spéculations autour du futur entraîneur du Real Madrid s'intensifient, José Mourinho a tenu à clarifier sa position. L'actuel entraîneur du Benfica a fermement démenti toute prise de contact avec le club madrilène, mettant ainsi un coup d'arrêt aux rumeurs d'un retour au Santiago Bernabéu.

Ces dernières semaines, plusieurs médias avaient présenté le technicien portugais comme l'un des favoris pour succéder à Alvaro Arbeloa, dont l'avenir à la tête de l'équipe reste incertain. Dans un contexte où aucun successeur ne s'impose clairement, le nom de Mourinho revenait avec insistance, aux côtés d'entraîneurs de renom tels que Massimiliano Allegri, Mauricio Pochettino ou encore Unai Emery. L'option Jürgen Klopp, quant à elle, semble avoir été écartée.

Face à l'ampleur des spéculations, Mourinho a été catégorique. « Non, personne du Real Madrid ne m'a contacté, je peux vous le garantir », a-t-il déclaré le 1er mai, balayant toute hypothèse de discussions en coulisses. « Je suis dans le football depuis trop d'années… mais rien du Real Madrid », a-t-il insisté, soulignant son expérience face aux rumeurs récurrentes du milieu.

Le technicien portugais a également rappelé son engagement actuel avec Benfica. « Il me reste un an de contrat avec Benfica, et c'est tout », a-t-il précisé, laissant entendre qu'il n'envisage pas, pour l'instant, de mouvement imminent.

Pourtant, les spéculations persistent, notamment en raison de la relation historique entre Mourinho et le président du Real Madrid, Florentino Pérez. Lors de son premier passage entre 2009 et 2013, Mourinho avait marqué le club de son empreinte, entre succès sportifs et forte personnalité.

Mais un éventuel retour ne fait pas l'unanimité. Certaines sources évoquent des réticences au sein du vestiaire madrilène, notamment après les réactions attribuées à Mourinho concernant un incident raciste impliquant Vinicius Junior à l'Estádio da Luz en début de saison.

À ce stade, le Real Madrid poursuit sa réflexion sans candidat clairement désigné. Si Mourinho reste un nom qui compte, ses déclarations viennent refroidir une piste qui semblait pourtant crédible. Le feuilleton du prochain entraîneur madrilène est donc loin d'avoir livré son épilogue.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com